

## Le Nouvel Observateur du 19 juin 2014

### L'envolée du FN, à qui la faute ? Le débat après les élections européennes entre Marcel Gauchet et Frédéric Lordon.

#### Il est étrange de constater que nulle part le succès du FN ne soit la faute... du FN ! J-P Damaggio

MARCEL GAUCHET,

né en 1946, élève de Claude Lefort, philosophe, est directeur d'études à l'EHESS et rédacteur en chef du « Débat », la revue d'inspiration «antitotalitaire ». Il a notamment publié « le Désenchantement du monde » (1985), « la Démocratie contre elle-même » (2002) et «l'Avènement de la démocratie » (trois tomes parus) chez Gallimard. Vient de paraître chez Stock « Transmettre, apprendre », en collaboration avec Marie-Claude Biais et Dominique Ottavi.

FRÉDÉRIC LARDON, âgé de 52 ans, directeur de recherches au CNRS, l'économiste fait dialoguer sa discipline avec la philosophie. Signataire du « Manifeste des économistes atterrés », favorable à la sortie de l'euro, il est l'auteur de «Capitalisme, désir et servitude : Marx et Spinoza» (2010) et « la Malfaçon: monnaie européenne et souveraineté démocratique» (Ed. Les Liens qui Libèrent, 2014)

#### **L Faute à LA GAUCHE au pouvoir depuis deux ans et qui semble complètement démunie face à la détresse des classes populaires ?**

MARCEL GAUCHET : «La faute à personne» et «tous coupables»: les deux sont vrais. Il est vain de chercher un responsable à qui tout faire endosser. La crise est générale et elle est très profonde ; elle n'a pas été suffisamment reconnue et mesurée. C'est là que se situe la vraie responsabilité. Mais il est vrai que l'arrivée de la gauche au pouvoir, dans une impréparation complète, n'a rien arrangé. L'effet de l'alternance est épuisé. Le jugement de l'opinion est sans appel : tous les mêmes dans l'impuissance ; rien à attendre du changement de personnel dirigeant. Du point de vue du moral des troupes, ce n'est pas idéal. Le hollandisme a été ravageur. Le président finit par se résoudre à faire, au bout d'un an et demi, ce dont il avait commencé par nier la nécessité. C'est encore pire que s'il avait annoncé la couleur d'entrée. Et si au moins on avait le sentiment que cela va servir à quelque chose et qu'un vrai redressement est au bout ! Mais c'est sur ce point qu'il y a doute. Les gens voient leur société se déglisser de partout, en plus de l'extension inexorable du chômage : retraites, système de santé, système scolaire, et pas la moindre explication à la hauteur, pas la moindre perspective convaincante de la part

de gouvernants qui ne pensent qu'à leur réélection, à leurs postes, à leurs nominations. On serait révolté à moins !

FREDERIC LORDON : L'indifférenciation des politiques de la droite et de la gauche, notamment économiques, est le péril démocratique majuscule. Et la vie politique est empoisonnée de ces fausses alternances qui ont perdu tout pouvoir d'alternative. On n'en revient pas d'ailleurs de la réticence obstinée de l'éditorialisme ami de la Rue-de-Solférino à l'admettre. Il n'est que de voir le léger désarroi et surtout les pudeurs de chaisière qui ont conduit à parler de « tournant social-démocrate » à propos du pacte de responsabilité, là où il n'y a qu'une politique économique rigoureusement libérale - et en réalité aucun tournant du tout, puisque tout était déjà là dès l'automne 2012 : la débâcle pigeonnaire, les ambassades au Medef, les cris d'amour pour l'entreprise, la confirmation de l'austérité, le TSCG (traité de stabilité budgétaire)... soit exactement ce qu'aurait fait Sarkozy président. Si ce n'est pire.

Que la droite fasse des politiques de droite, il n'y a pas lieu de s'en étonner : c'est dans son concept. Que depuis si longtemps et, aujourd'hui si radicalement, la gauche fasse des politiques de droite, c'est une monstruosité dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences. La vérité, mais qui nécessitait visiblement que soit passé un point critique pour être enfin reconnue, c'est que cette indifférenciation est à l'œuvre depuis les années 1980 et que chaque retour de la gauche au pouvoir lui a donné l'occasion de s'approfondir. «L'occasion Hollande» cependant restera comme un moment d'une radicalité marquante, jusqu'à laisser passablement déboussolés les demi-habiles qui, sous couleur de profondeur historique, ânonnaient gravement «Bad Godesberg» - le problème étant que nous sommes maintenant beaucoup plus près de Chicago que de Bad Godesberg. Il est aujourd'hui temps de se rendre aux prophéties de quelques extralucides qui avaient tout compris dès le milieu des années 1980, je pense à Guy Hocquenghem ou à Jean-Pierre Garnier, et d'admettre enfin, puisque l'évidence est là, que le destin originaire de la deuxième gauche, c'était de finir comme deuxième droite. Redoutons le moment où les électeurs verront clairement que les élections ne leur laissent plus le choix qu'entre la droite décomplexée et la droite complexée - puisque je ne vois pas comment nommer autrement le socialisme gouvernemental.

Le plus affolant est que certains s'en réjouissent - et pas qu'au FN ! Un éditorialiste aussi ouvertement libéral qu'Eric Le Boucher se félicite que «l'UMPS [soit] une réalité» et appelle les deux têtes du monstre siamois à «l'assumer» enfin pour de bon. Cette assumption réjouie de l'UMPS ou bien les appels consternants au «gouvernement d'union nationale» à la BHL ont en commun le même aveuglement et le même tragique oubli que la démocratie, c'est la possibilité toujours ouverte de la différence : la possibilité de faire quelque chose d'autre. Mais la convergence oligarchique, soutenue par le jeu des institutions de la Ve République, a institué le règne du même -

convergence qui s'est logiquement accompagnée de l'identité dans l'échec. Dans ce désert de l'indifférenciation, l'électorat investit alors massivement ce qui lui semble être la moindre différence significative, fût-elle la pire « Tout plutôt que du même ! »: voilà ce qu'il crie, depuis longtemps déjà. Et désormais sans égard à ce que « tout », ce soit n'importe quoi. Mais comment pourrait-il en aller autrement ? A entendre la déclaration de Manuel Valls au soir des élections européennes, énonçant presque textuellement : « C'est un séisme, par conséquent nous ne changerons rien », on a sous sa figure la plus pure ce fléau du même, et l'on se demande s'il n'y a pas là une sorte de malin génie politique, œuvrant pour le pire.

### **La faute à LA DROITE qui a été au pouvoir pendant dix ans et dont certaines franges n'ont pas hésité à flatter le discours sécuritaire et xénophobe ?**

MARCEL GAUCHET : La droite est aussi nulle que la gauche, c'est entendu, mais est-ce une consolation ? Il n'y a plus beaucoup de sens à continuer de se renvoyer la balle d'un camp à l'autre, sous les yeux d'un public pour lequel il est majoritairement acquis que c'est « du pareil au même ». C'est ce qui fait consensus en pratique entre les deux camps qu'il faut interroger. Sans vouloir exonérer la droite, je tends à penser néanmoins que la responsabilité de la gauche est plus grande à cet égard que celle de la droite, parce que c'est elle, de fait, qui est en charge d'amener les idées dans le champ politique, là où la droite se contente de gérer de manière plus ou moins pragmatique. Or sur ce chapitre elle a été dramatiquement défailante. Nous avons changé de monde, et elle n'a rien à dire sur ce qui s'y passe. Elle s'y est ralliée honteusement, en se cachant derrière quelques incantations morales.

FREDERIC LORDON : C'est le paysage général de l'indifférenciation qui est décisif. Mais ceci n'exclut évidemment pas que d'aucuns, misérables opportunistes, s'ingénient à jeter de l'huile sur le feu en espérant en tirer quelque profit -alors qu'ils finiront tous cramés. En réalité l'extrême droite n'est pas autre chose qu'une droite dont on a poussé les curseurs : l'immigration, le mariage pour tous, la sécurité, on n'en finirait pas de dénombrer les questions où l'on passe de l'une à l'autre à pied sec.

Mais il y a aussi l'effet d'un climat général de la « pensée », si le mot est vraiment adéquat, où les idéologues réactionnaires ont tribune, micro et Académie ouverts, climat auquel certains médias auront pris plus que leur part. Il y a des couvertures à répétition à base de minarets et d'«islam sans gêne» qui font bien davantage pour le FN que tous les porte-à-porte, et notamment dans ces zones où, quoiqu'on n'y ait jamais vu le moindre immigré, l'extrême droite cartonne avec pour merveilleux atout des «images» d'immigrés bien plus «payantes» que tous les immigrés réels.

## **La faute à L'EUROPE incapable de parler d'une voix claire à ses citoyens et qui semble se soucier davantage du marché que de la cohésion sociale ?**

MARCEL GAUCHET : Là, on entre dans le vif du sujet. L'Europe est à la fois le vecteur et le miroir grossissant de ce qu'il y a de plus problématique dans le nouveau monde où nous avons basculé. Ses effets ne se résument pas aux résultats économiques peu probants de cette mécanique dont on nous annonçait monts et merveilles. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus, mais je veux justement éviter l'enfermement dans l'économie qui est l'un des pièges intellectuels les plus dangereux du moment. L'Europe est aussi une construction politique et c'est sur ce point que le bât blesse le plus, à mon avis. En fait de construction politique, il faut dire que c'est la construction la plus antipolitique qui soit. Car les peuples ont des besoins politiques, comme la fréquentation des économistes n'apprend pas à le comprendre. De ce point de vue, le monstre que nous avons bâti peu à peu est une machine à frustrer leurs attentes les plus profondes. Et le plus grave est qu'il donne le sentiment d'être incapable de se corriger. L'idée est juste, les moyens sont déplorables. L'édifice ne tient plus que par la peur d'en sortir et du saut dans l'inconnu que cela représenterait. Ce pourquoi il va durer, mais en ne nous laissant pour tout horizon qu'un marasme général.

## **La faute à LA MONDIALISATION de l'économie (délocalisations, concurrence des pays émergents) et à l'intensification des flux migratoires?**

MARCEL GAUCHET : Le problème n'est pas la mondialisation en tant que telle, qui perdurera, mais la façon dont elle s'est installée dans l'improvisation. N'en déplaise aux soi-disant «régulateurs» supposés l'encadrer, c'est le Far West. Elle a d'abord été le moyen pour les plus puissants de contourner les règles par lesquelles on était tant bien que mal parvenu à les contraindre ou à les maîtriser dans les espaces nationaux. Elle a augmenté la puissance des acteurs privés face aux Etats, qu'il s'agisse des opérateurs financiers, des grandes entreprises ou des organisations criminelles. Il ne faut pas s'étonner du résultat. Accessoirement, elle a fonctionné comme un appel d'air pour les pauvres du Sud, en leur offrant l'espoir de bénéficier des miettes de la prospérité du Nord. Le tout étant vendu aux citoyens ordinaires comme promesse de facilités de circulation en tant que touristes et garantie de bas prix en tant que consommateurs. Mais il y a autre chose dans la vie que le tourisme et la consommation, et ils sont en train de s'en apercevoir. Il n'est que temps de siffler la fin de la récréation et de passer à la phase d'organisation qu'exige une «mondialisation durable». C'est ce qui aurait pu être la mission de l'Europe, en théorie...

FREDERIC LORDON : Il faut répondre d'un seul tenant à la question de l'Europe et à celle de la mondialisation puisque la première n'est pas autre

chose que la réalisation régionale de la seconde. L'une et l'autre ont pour commune propriété l'annulation des souverainetés démocratiques: par l'exposition permanente des politiques économiques à la tutelle disciplinaire des marchés financiers - dont je rappelle qu'ils n'ont pas le progrès social pour finalité première... -, aggravée dans le cas européen par l'anomalie sans précédent qui a consisté à constitutionnaliser des contenus substantiels de politique publique dans des traités. Lorsque des politiques aussi lourdement déterminantes que les politiques écono-miques ont ainsi été gravées dans le marbre, sans le moindre espoir de modification, est-il possible de voir la comédie des appels à l'Europe sociale - depuis trente ans ! - autrement que comme de grotesques braiements qui finiront par ajouter à la provocation générale? Des choix aussi fondamentaux que l'indépendance de la banque centrale, la définition de ses missions, l'obligation de réduction des déficits, l'inter-diction de leur financement monétaire ont donc été irréversiblement tranchés, et par là soustraits à la délibération démocratique ordinaire. Or, comme elle est la possibilité toujours ouverte de la différence, la démocratie est la possibilité toujours ouverte de rediscuter de tout. Et voilà aussi où le «même», par exemple la sidérante continuité Sarkozy Hollande dans l'austérité, trouve son renfort: sous l'irrévocabilité des traités européens. Les annulations de souveraineté qui en résultent sont sans doute l'un des ferments de dérèglement politique les plus puissants. De même qu'ils réagissent à la privation de la différence, les corps politiques réagissent à la négation de leur capacité à décider en commun - laquelle n'est pas autre chose que la souveraineté démocratique dans son concept, et ce par quoi, à l'époque moderne, les corps politiques se sentent exister comme tels. La montée de l'extrême droite est alors la pathologie réactionnelle qui suit inmanquablement ce genre d'attentat au principe, quasi existentiel, de souveraineté démocratique.

### **QUE FAIRE pour combattre le Front national ? Vous semble-t-il en mesure de prendre le pouvoir en France ?**

MARCEL GAUCHET : La force du Front national est faite de la faiblesse des partis de gouvernement. Etant donné l'incapacité flagrante de ceux-ci de se redresser dans l'immédiat, on peut dire que la route du pouvoir lui est ouverte, et, sans doute, la route du second tour pour Marine Le Pen en 2017. Maintenant, il y a loin de la coupe aux lèvres, et le Front national ne dispose pas, en l'état, des moyens d'accéder au pouvoir, il s'en faut de beaucoup. Il est juste en position de gripper et de dérégler notre système politique, ce qui n'est pas rien.

Il y a un piège du Front national : les thèmes dont il s'empare sont décrétés ipso facto infréquentables, à jamais pollués, bannis du débat respectable. Or ce sont bel et bien, qu'on le veuille ou non, ceux qui préoccupent une grande partie de l'électorat, en particulier les milieux populaires. C'est ce piège qu'il faut déjouer si l'on veut combattre efficacement un parti qui a pour lui l'effet

de vérité contre les moralistes bien-pensants de tout poil. C'est ce que Sarkozy avait amorcé en 2007, il faut le dire à son honneur, sans être capable, hélas, d'y donner suite. Aux partis de gouvernement de montrer qu'il est possible de discuter calmement, rationnellement, sans tabous ni fantasmes, de ces sujets maudits. En démocratie, on discute de tout, de l'immigration, de l'insécurité, de la corruption, de l'assistanat, de la fraude sociale, comme du reste.

FREDERIC LORDON : Je ne suis ni politologue ni cartomancien et n'ai pas la moindre idée des probabilités réelles d'une prise de pouvoir du FN. Ce que je vois cependant, c'est que les institutions de la Ve République se montrent terriblement ambivalentes : si, notamment par le mode de scrutin, elles font obstacle à l'arrivée au pouvoir du FN, leur jeu ordinaire, lui, ne cesse de nourrir le phénomène. Or toutes les institutions ont leur point critique, et il serait des plus aventureux d'exclure que la montée ne vienne un jour à déborder les digues et à passer même l'épreuve du scrutin le plus adverse. Au terme de l'analyse qui précède, je ne vois alors guère d'autre antidote à la montée du FN que la pleine réouverture du jeu démocratique, c'est-à-dire la restauration de la possibilité des différences - précisément pour que l'extrême droite n'en ait plus le monopole -, et ceci par la critique radicale de tout ce qui fait obstacle à leur manifestation et à leur expression : contraintes structurelles européennes, institutions de la Ve République, système médiatique.

A quoi il faut ajouter aussi de dénoncer sans relâche l'illusion que le FN «œuvrerait » pour les classes populaires. Le fantasme de la nation unanimement rassemblée dans son identité substantielle n'a pas d'autre effet, et peut-être pas d'autre projet, que de nier toute la conflictualité intrinsèque du social, au premier chef le conflit capital-travail. La grande réconciliation identitaire n'a donc vocation à se faire que dans la consécration d'un ordre social dominé par les mêmes puissants qu'aujourd'hui. Et le FN n'a jamais eu d'autre intention que de renouer avec le capital un compromis de classe, peut-être légèrement teinté de démondialisation, mais qui en préserverait fondamentalement les intérêts hégémoniques et la position directrice dans la société - et les classes ouvrières ne peuvent être davantage abusées.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC AESCHIMANN ET FRANÇOIS ARMANET